



## DECLARATION DES FORCES VIVES DE GUINÉE (FVG)

Les Forces Vives de Guinée (FVG) condamnent vivement la décision de la junte guinéenne de ne pas organiser, conformément à l'accord conclu avec la CEDEAO en octobre 2022, l'élection présidentielle en décembre 2024.

En effet, Mamadi Doumbouya a pour la première fois exprimé sa volonté de ne pas respecter cette échéance à l'occasion de son discours de nouvel an. À son tour, le nouveau Premier Ministre, Bah Oury, a, de manière unilatérale, annoncé le report de la fin de la transition en 2024 à l'occasion d'une interview accordée à RFI et a réitéré la même décision lors de la rencontre qu'il a eue le 26 mars dernier avec les acteurs socio-politiques en ces termes : « *Le principe de réalité nous oblige dans ce contexte de savoir que les consultations électorales ne pourront pas de manière effective se tenir au cours de l'année 2024* ».

Le report de la fin de la transition sans aucune concertation avec les acteurs socio-politiques compromet tout dialogue sérieux avec la junte au pouvoir.

Après plus de deux ans de Transition, la Guinée ne dispose toujours pas de projet de Constitution, ni de Code Électoral, ni d'Organe de Gestion des Élections, ni de Fichier, ni d'Opérateur technique. Au lieu de s'atteler à réunir les conditions nécessaires à l'organisation des élections, le CNRD renforce la restriction des libertés publiques et multiplie le harcèlement à l'encontre des leaders socio-politiques et des journalistes.

**Afin de respecter le chronogramme élaboré conjointement par le CNRD et la CEDEAO, les Forces Vives de Guinée exigent :**

- La mise en place d'un OGE indépendant et consensuel conformément aux dispositions des Chartes de la CEDEAO et de l'UA ;
- Le toilettage et la soumission à référendum de la Constitution de 2010 qui assure la séparation et l'équilibre des pouvoirs et verrouille fermement la limitation des mandats présidentiels ;
- La révision des lois organiques notamment la loi électorale et la loi sur la Cour constitutionnelle ;
- Le recrutement d'un opérateur technique et la révision classique du Fichier électoral de 2020 en excluant définitivement le RAVEC et le RGPH du Processus électoral ;
- L'abandon des poursuites judiciaires fantaisistes contre les acteurs politiques et les acteurs de la société civile.

**Les Forces Vives de Guinée réitèrent leur appel pressant à la formation d'une large coalition patriotique pour exiger la rectification de la Transition par la mise en œuvre des mesures ci-dessus indiquées, la restauration des libertés publiques et le retour à l'ordre constitutionnel avant le 31 décembre 2024. Passé ce délai, les Forces Vives de Guinée ne reconnaîtront plus le CNRD.**

Les Forces Vives de Guinée invitent leurs partisans et militants ainsi que les Guinéens pro-démocratie à se mobiliser pour répondre, avec la plus grande combativité, aux mots d'ordre qu'elles ne tarderont pas à lancer, pour la défense de nos droits et libertés bafoués et pour exiger l'organisation avant la fin de l'année d'élections inclusives, libres et transparentes.

**Conakry, le 2 avril 2024**

**Les Forces Vives de Guinée (FVG)**